



Résolution urgente sur la Grèce

Soumise par l'OLME et le DOE (Grèce) en vue de son adoption par la Conférence du CSEE, la Conférence régionale de l'Internationale de l'éducation, réunie à Budapest du 26 au 28 novembre 2012

La Conférence du CSEE prend note que le 7 novembre 2012, le gouvernement grec s'est prononcé en faveur de toutes les nouvelles mesures (convenues avec la Troïka) pour un montant de 13,5 milliards d'euros. Ce paquet de mesures, qui tient en un seul article, incluait de nouvelles réductions sensibles des salaires, des pensions et des biens sociaux ainsi que de nouvelles taxes et mesures conduisant à une détérioration des conditions de travail des enseignants, à l'abolition des conventions collectives, à des licenciements dans le secteur public, etc. Ces mesures s'ajoutaient aux coupes budgétaires opérées précédemment (2010-2011-2012). Les enseignants ont perdu 45 % de leur salaire au cours des trois dernières années.

Le chômage dépasse les 30 % et un jeune sur deux est sans emploi. La pauvreté et la misère touchent des groupes sociaux de plus en plus larges. Le nombre de suicides a augmenté de façon significative. Une crise sociale grave est sur le point de frapper lourdement le pays.

La Conférence du CSEE soutient les organisations membres grecques qui s'opposent aux politiques néolibérales mises en place par le gouvernement en Grèce et appelle à une action coordonnée des organisations membres de toute l'Europe contre l'application de politiques similaires en Europe.

La Conférence du CSEE condamne également l'arrestation de syndicalistes en Grèce, qui protestaient contre les mesures d'austérité prises par la Troïka dans ce pays.